

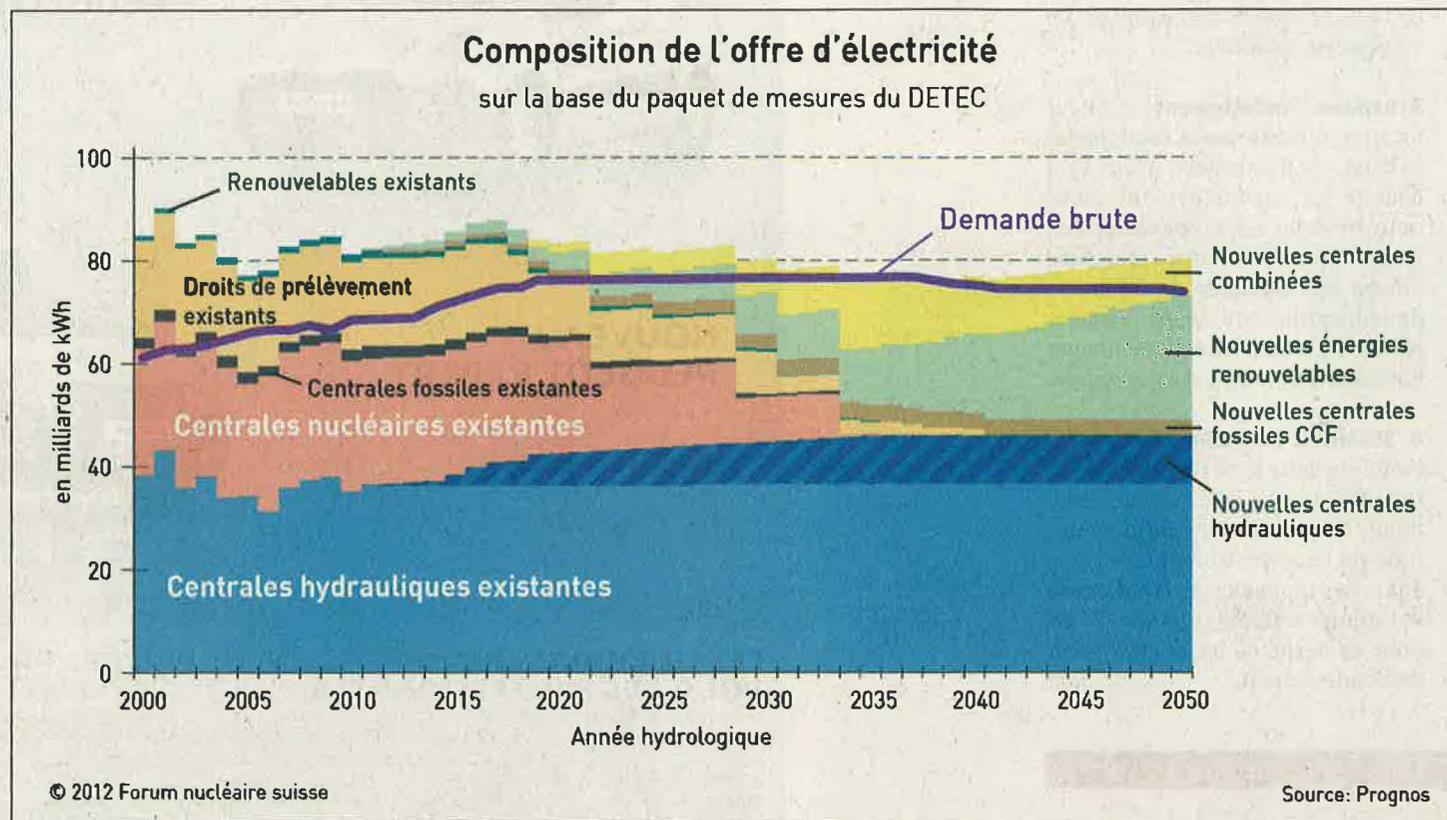
On pourrait faire plus simple

Manque de solidité et contradictions signent les arguments en faveur du tournant énergétique et de sa concrétisation. La plupart des projets sont d'ores et déjà sujets à controverse.

Fukushima aurait pu être évité
Le Conseil fédéral a utilisé l'accident de réacteur de Fukushima-Daiichi pour justifier sa décision de sortir du nucléaire. La conseillère fédérale Doris Leuthard n'a pas tardé à annoncer que l'accident de Fukushima avait mis au jour le « risque résiduel » de l'énergie nucléaire et que celui-ci n'était par conséquent plus acceptable. Or ce constat a été récemment démenti en termes clairs par une commission d'enquête indépendante, mise sur pied par le Parlement du Japon : selon cette commission, Fukushima serait « un désastre made in Japan » dont les causes résident dans « les us et coutumes de la culture japonaise ». Des particularités telles que réflexes d'obéissance et propension à se cramponner aux systèmes et aux scénarios existants seraient à l'origine d'une culture sécuritaire lacunaire. Car, poursuit le président de la commission, « on aurait sinon pu et dû prévoir l'accident et le prévenir ».

Motivation caduque

Une culture de sûreté solide aurait permis d'éviter l'accident de Fukushima, culture qui relève de la routine dans les centrales nucléaires suisses. Les tests de stress de l'UE, auxquels nos installations ont été soumises après Fukushima, l'ont notamment démontré. Ajoutés aux nouvelles venues du



Sujette à controverse : « stratégie énergétique 2050 ».

Japon, ces contrôles ont prouvé qu'il n'était pas possible de transposer tels quels à nos centrales les problèmes découverts au Japon. Les partisans du tournant énergétique l'ont entre-temps admis et adapté leur argumentation : la construction de nouvelles centrales nucléaires ne serait « pas réalisable du point de vue politique » dans l'après-Fukushima. Or plus le temps passe, plus on s'aperçoit que le tournant énergé-

tique pourrait, lui-même, se heurter à des difficultés quant à sa « réalisation du point de vue politique ».

Stratégie contradictoire

La nouvelle politique énergétique du Conseil fédéral reste discutabile même après les dernières déclarations d'avril 2012. On notera des contradictions entre la production d'électricité fossile et la protection du climat, entre le

développement massif des énergies hydraulique et éolienne et la protection des eaux et du paysage, entre l'installation à grande échelle de panneaux solaires et le réseau de transmission et de distribution, entre les coûts et les moyens disponibles, entre la sécurité d'approvisionnement et notre dépendance croissante des importations, entre la libéralisation des marchés et une économie planifiée et de subven-

tions. Ainsi, milieux et organisations, toutes tendances confondues, ont annoncé une levée de boucliers. Les protecteurs de la nature et du paysage s'opposent aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques, et les Verts aux centrales à gaz ; quant aux mesures de politique financière, qui sont prévues, les milieux libéraux ainsi que l'industrie et l'artisanat les ont entre-temps rejetées.

Regards extérieurs critiques

La nouvelle politique énergétique repose sur des prévisions bancales, surtout pour ce qui concerne notre future consommation d'électricité. Les conséquences de la nouvelle politique ne laissent en revanche planer aucun doute : l'énergie deviendra plus chère, il y aura atteinte à la liberté économique, les objectifs climatiques ne seront pas réalisés, et nous serons plus dépendants de l'étranger pour notre approvisionnement énergétique. Les regards extérieurs portés sur cette stratégie énergétique nous ramènent à la réalité : l'Agence internationale de l'énergie (AIE) a relevé que la décision d'abandon du nucléaire plaçait la politique énergétique de la Suisse devant « d'importants défis ». Le pays occupe aujourd'hui la position confortable de disposer d'un approvisionnement électrique quasiment exempt de CO₂, précise l'AIE. Selon l'Agence, la sortie du nucléaire est un « objectif ambitieux », et les mesures esquissées jusqu'ici par le Conseil fédéral ne sont guère suffisantes à cette fin. L'AIE prévoit par ailleurs des « difficultés » à stabiliser la consommation de courant après 2020.

L'« objectif ambitieux » d'une sortie du nucléaire nous a été présenté de manière précipitée et sans notre avis. Nous pourrions nous passer de ces « importants défis » et de ces « difficultés ». Avant Fukushima, la politique énergétique du Conseil fédéral était compatible avec les impératifs de l'économie et de l'environnement, dans la mesure où elle tablait sur le développement des renouvelables et sur le nucléaire, en cas de besoin.